

Direction de l'éducation et des collèges
Service administratif et financier

Affaire suivie par :

Nathalie JOMARD

01.79.86.13.86

Cyndie CHAMBON

01.56.72.88.34

Thierno BARRY

01.56.72.88.83

Mesdames et Messieurs les parents d'élèves
élus au Conseil d'Administration

Créteil, le 27 OCT. 2020
369-D



OBJET : Dotation de fonctionnement 2021

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil d'administration du collège au sein duquel vous siégez sera amené prochainement à adopter son budget pour l'exercice 2021.

Malgré un contexte budgétaire contraint et la crise sanitaire en cours, le Département consolide son action en faveur de la réussite des jeunes. Cet effort important traduit la volonté de la collectivité de poursuivre sa politique de justice sociale et de solidarité, en améliorant sans cesse le service rendu aux collégiens et aux équipes pédagogiques.

Afin de faciliter votre participation aux prises de décision de votre Conseil d'administration, vous trouverez ci-joints à ce courrier, un exemplaire du guide de la DGF 2021, la fiche de dotation de votre collège et le rapport précisant les engagements de la collectivité en matière d'éducation et les modalités d'attribution de la DGF.

Comme l'an dernier, la DGF s'articule autour d'une part structurelle et d'une part fonctionnelle, augmentée le cas échéant de crédits spécifiques pour soutenir les dispositifs d'accueil particuliers.

Les orientations du Département en matière de fonds de roulement ont été ajustées l'an dernier et les calculs restent inchangés pour 2021 (ils sont rappelés dans le guide joint)

Le CDEN en date du 12 octobre 2020 a donné un avis favorable au mode de calcul de la dotation 2021.

Le Conseil départemental a également délibéré sur l'augmentation maximale des tarifs de la restauration pour l'année 2021 : + 1,6 %.

Enfin, des subventions complémentaires exceptionnelles pourront être accordées au collège en cours d'année par le Conseil départemental, au regard de son fonds de roulement et des besoins exprimés.

Pour tout courrier :

Monsieur le Président du Conseil départemental du Val-de-Marne

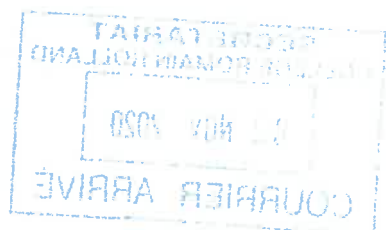
Hôtel du département

Direction de l'éducation et des collèges/Service administratif et financier

94054 - Créteil Cedex

En espérant que ces éléments d'information vous permettront d'exercer au mieux votre mandat, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Le Président du Conseil départemental,



Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation
la Vice-Présidente
Evelyn Rabardel
Evelyn RABARDEL

Pièces jointes :

Rapport DGF collèges publics, Guide DGF 2021, Notification DGF 2021 de votre collègue

Direction de l'éducation et des collèges

RAPPORT N° 2020-5 – 5.2.17

au CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 19/10/2020

Dotation Globale de Fonctionnement des collèges publics pour l'année 2021.

Dans le cadre de la priorité donnée à l'éducation et à la jeunesse, le Département consacre des moyens importants en faveur des établissements, des collégiens et de leurs familles.

Cet effort s'inscrit dans les orientations du Projet éducatif départemental adopté en 2010 « Réussir, ils en sont tous capables », qui a pour objectif d'agir sur l'environnement des collégiens afin de contribuer à la réussite de tous les élèves, et porte également sur l'ensemble des compétences qui ont été dévolues au Département par les lois de décentralisation : reconstruction, rénovation, équipement et maintenance des collèges, gestion des personnels techniques, accueil, restauration scolaire et dotation globale de fonctionnement (DGF) des établissements.

Notre collectivité porte ainsi de nombreuses actions et projets d'envergure avec :

- la mise à disposition d'un ordinateur portable, pour l'ensemble des collégiens depuis 2012 (Ordival), qui vise à réduire les fractures d'usage du numérique et s'inscrit également dans la structuration du futur système d'information des collèges en cours d'élaboration, du fait du repositionnement de l'Académie en matière de maintenance ;
- la prise en charge à 50% de la carte Imagin'R ;
- l'ensemble des actions éducatives et citoyennes, développées en direction des collégiens dans le domaine de la culture, du sport, de la santé, des relations filles/garçons et de la lutte contre les préjugés, du développement durable, l'accueil de nombreux collégiens dans les villages vacances, venant également compléter la politique globale développée par notre collectivité dans le domaine de l'éducation.

Les modalités d'attribution de la dotation globale de fonctionnement des collèges publics constituent un des leviers majeurs pour déployer, auprès des 105 collèges publics, la politique éducative de la collectivité départementale et permettre de créer les conditions d'une égalité d'accès à l'éducation pour l'ensemble des jeunes Val-de-Marnais.

Elles s'inscrivent dans une volonté de transparence et d'équité. Une démarche de proximité permet également de prendre en compte, au plus près des besoins, la spécificité de chacun des collèges, dans le respect d'un cadre harmonisé sur l'ensemble du territoire val-de-marnais, et en optimisant au mieux les dépenses.

Les critères d'attribution de la DGF, qui ont fait l'objet d'une large concertation ces dernières années, sont désormais consolidés et recueillent une adhésion globale quant à leur pertinence. Les dialogues de gestion menés auprès des établissements permettent en outre de prendre en compte des situations imprévues et garantir ainsi le bon fonctionnement des établissements.

Ainsi, un important travail de mise à plat des frais de viabilisation, l'inventaire précis des contrats de maintenance et de contrôle obligatoires pour chaque collège, l'augmentation de la part fonctionnelle liée à la montée des effectifs et la prise en compte du nouveau collège Josette et Maurice Audin à Vitry-sur-Seine, avaient permis de proposer une DGF 2020 en augmentation de +6,86 % par rapport à 2019.

Un contexte particulièrement perturbé cette année

La crise du coronavirus a impacté lourdement l'ensemble de l'activité du pays, et la fermeture des collèges à compter du 16 mars 2020 jusqu'au 2 juin 2020 a profondément perturbé le fonctionnement des établissements.

Pendant la période de confinement, l'activité administrative et financière de la direction de l'éducation et des collèges a cependant été maintenue pour ne pas mettre en difficulté les établissements. Ainsi, l'ajustement de la part élève permettant de prendre en compte les effectifs 2019/2020, l'ensemble des crédits spécifiques, et le solde de la DGF 2020 ont été versés aux collèges avant l'été. Les subventions aux associations sportives et aux foyers socio-éducatifs, les projets retenus par le jury des actions éducatives et citoyennes ont été également notifiées aux établissements.

Pour autant, l'impact de la crise du coronavirus sur le budget 2020 des collèges ne pourra être connu qu'au moment de l'élaboration des comptes financiers, à l'issue de l'exercice, et les conditions de fonctionnement des collèges, d'ici la fin de l'année, restent encore soumis aux aléas de la crise. De ce fait, si les collèges font état de dépenses supplémentaires imprévues en raison de la prise en compte des mesures sanitaires liées au coronavirus (produits d'hygiène et d'entretien particulièrement), les dépenses de viabilisation sont à l'inverse globalement à la baisse du fait de la fermeture des établissements pendant 4 mois. L'absence d'activité d'éducation physique et sportive a entraîné également des réductions de dépenses de locations et de transports vers les installations sportives.

I – Les principes retenus pour l'élaboration de la DGF 2021

Compte-tenu de ces éléments de contexte, et face aux incertitudes importantes sur l'exécution budgétaire 2020 des collèges, il est difficile d'identifier de façon fine et objective les coûts de fonctionnement des collèges avant le vote par l'assemblée départementale de la DGF 2021 qui doit être notifiée avant le 1^{er} novembre 2020. C'est pourquoi, il est proposé :

- de reconduire le montant de la part structurelle 2021 à hauteur de celle de 2020, pour l'ensemble des collèges (tout en prenant en compte pour quelques collèges les ajustements qui se sont avérés indispensables lors des dialogues de gestion suite à une évaluation erronée de la part structurelle) ;
- de calculer la part élève sur les effectifs de 2019/2020 comme à l'accoutumée ;
- de maintenir les principes d'ajustement et d'écêtement des fonds de roulement, sous réserve qu'ils soient bien actualisés ;
- de maintenir le calcul de la DGF des cités mixtes ;
- de maintenir également à la même hauteur le montant des crédits spécifiques.

Il est à noter que, pour 2021, l'ouverture du nouveau collège de Valenton entraînera l'attribution d'une DGF sur 4 mois de l'année (septembre 2021-décembre 2021) et une hausse prévisible des effectifs, évaluée à 650 élèves de plus qu'en 2020, doit être prise en compte également. En cours d'année 2021, si l'analyse des comptes financiers et les modalités de fonctionnement des collèges pour l'année scolaire 2020-2021 engendraient des évolutions particulières, des ajustements pourront être réalisés à l'occasion du budget supplémentaire de 2021, afin de ne pas laisser les collèges en difficulté.

II – Les modalités de calcul proposées pour l'année 2021

Les grands principes de calcul de la DGF, désormais bien intégrés par les directions d'établissements sont maintenus pour l'année 2021, et les dialogues de gestion, engagés ces dernières années avec les collèges, permettent désormais d'affiner au plus près de leurs besoins une attribution rigoureuse de ces crédits, tout en intégrant les évolutions réglementaires et techniques, les enjeux de développement durable, sans renoncer à la qualité du service rendu.

Pour rappel, la DGF est une participation aux charges d'externat (c'est-à-dire hors restauration) et permet aux collèges de faire face à leurs dépenses de fonctionnement, hors dépenses à la charge de l'État (manuels scolaires, bourses, fonds sociaux, etc...). Elle se compose de :

1/ la « Part Structurelle » destinée à faire face aux dépenses réelles de viabilisation et d'entretien en prenant en compte les spécificités du bâti propres à chaque collège. Elle comprend quatre éléments :

- la partie « Viabilisation » (eau, gaz, électricité, chauffage) : Compte tenu des incertitudes liées au COVID, la somme inscrite en 2020 sera reconduite pour 2021 ;
- la partie « Contrats » : elle cumule le coût réel des contrats de contrôle et de maintenance préventive obligatoires. La somme inscrite en 2020 sera également reconduite, en rajoutant pour 4 collèges le montant des contrats qui n'avaient pas été pris en compte en 2020 ;
- la partie « Réparations » : elle représente 7 % du montant de la partie contrats (pour prendre en charge une partie du coût des remises en état de premier niveau liées au bâti, suite aux activités de contrôle et de maintenance). Ces crédits ne sont pas versés dès lors que le collège dispose d'un fonds de roulement important entraînant un écrêtement ;
- le reversement du service restauration au service général pour les charges communes : un montant correspondant à 6 % du montant des recettes perçues en 2019 au titre de la restauration est déduit de la part structurelle. La DGF étant une participation aux charges d'externat, elle ne doit pas financer le coût des fluides et des contrats spécifiques à la restauration.

2/ la « Part fonctionnelle » destinée à financer le fonctionnement quotidien de l'établissement (charges générales, telles que photocopieurs, affranchissement, fournitures, téléphonie, etc...) et toute dépense en lien avec les dépenses éducatives. Elle est maintenue à 67 € par élève.

Pour être au plus près des effectifs de l'année scolaire 2020/2021, la part fonctionnelle notifiée représentera 90 % du montant total de la part fonctionnelle attribuée en 2020. Dès réception des chiffres définitifs de l'Éducation nationale, un ajustement sera effectué sur la base des effectifs réels 2020/2021 et sera versé en début d'année 2021.

3/ les Crédits spécifiques, versés en complément de la DGF initiale, sont maintenus :

- Classes spécifiques :
 - Section d'enseignement professionnel adapté (SEGPA) : 80 € par élève,
 - Unité locale d'insertion scolaire (ULIS) : 3 600 € par unité,
 - Elèves non scolarisés antérieurement (NSA) : 300 € par groupe,
 - 3^{ème} prépa pro : 26 € par élève,
 - Classe/ateliers relais et dispositifs de type « classe citoyenne » : 3 500 € par classe ou atelier,
 - Ateliers artistiques : 460 € par atelier.
- Subventions aux 36 collèges prioritaires : 4,60 € par élève
- Aide à la location de camion réfrigéré pour les UCP : 7 500 € par collège
- Redevance spéciale pour les ordures ménagères pour les collèges concernés
- Pratique sportive :
 - Subvention plafonnée à 10 € par heure, et selon le nombre de divisions, pour la location de gymnases (sur présentation des factures),
 - Prise en charge de la location de piscine pour 15 séances pour les élèves de 6^{ème} scolarisés en collège REP, sur présentation de factures,
 - Prise en charge du transport des élèves vers les installations sportives, éloignées de minimum 2,5 km aller-retour : Subvention sur présentation de factures,

- Prise en charge pour les élèves de 6^{ème} du transport vers la piscine éloignée de minimum 2,5 km aller-retour (sur la base d'un transport de deux classes dans un même autocar et sur présentation de factures) : pour un cycle de 12 séances ; et pour les collèges REP, pour un cycle de 15 séances.

Ces crédits spécifiques seront versés en janvier 2021, dès lors que l'Éducation nationale aura transmis la liste des collèges et les effectifs concernés par ces dispositifs.

4/ La DGF des cités mixtes régionales (CMR)

- La partie structurelle : la Région a en gestion directe la fourniture de gaz et d'électricité, ainsi que les contrats de contrôle et de maintenance obligatoires. Les CMR n'acquittent donc aucune facture et le Département verse directement sa quote-part à la Région, au prorata du nombre de collégiens par rapport à l'effectif global de la CMR. La part structurelle des CMR concerne donc uniquement la fourniture de l'eau.
- La partie fonctionnelle : pour prendre en compte la particularité des collèges en cité mixte et suite aux échanges avec la Région et les CMR, une part « frais de gestion » est intégrée à la DGF depuis 2018. Cette part permet de faire face aux dépenses supplémentaires induites par l'intégration du collège au sein d'une cité scolaire. Son calcul s'établit lors d'un dialogue de gestion direct avec les collèges. La part fonctionnelle de la DGF 2021 des collèges de CMR sera donc réajustée en début d'année 2021, à la fois pour les effectifs, mais aussi pour les frais de gestion.

III. Ajustement des fonds de roulement et autonomie financière des collèges.

Afin de garantir une gestion financière saine de chaque EPLE (établissement scolaire d'enseignement secondaire), sans que la collectivité soit amenée à « abonder » l'établissement quand celui-ci se trouve en difficulté financière, une analyse approfondie a été menée avec le rectorat. Celle-ci nous amène à réajuster nos modalités de prise en compte des fonds de roulement des collèges en tenant compte de leur capacité d'accueil et de leur mode de production en matière de restauration (UCP notamment).

Pour rappel :

- le fond de roulement (FDR) d'un collège correspond à l'« épargne » qu'il a constituée depuis sa création ;
- le « seuil » de ce FDR correspond au montant « plancher » que l'établissement doit préserver en permanence pour pouvoir honorer toute dépense imprévue sans délai, et il ne peut donc prélever de crédits dans ce FDR quand celui-ci se situe en dessous du seuil. Ce dernier est actuellement fixé par la collectivité à 12,5% de la DGF, soit un mois et demi d'autonomie ;
- l'autonomie financière représente le nombre de jours pendant lesquels un établissement peut fonctionner sans apport de trésorerie.

Le Fond de roulement doit donc être suffisamment important pour permettre cette autonomie financière et prendre en compte les éventuelles créances d'établissement, sans pour autant immobiliser des crédits trop importants. Cette autonomie est particulièrement nécessaire pour les collèges ayant une UCP car ils doivent pouvoir faire l'avance des achats de denrées pour leurs satellites, renouveler leur stock alimentaire en cas de problème, prendre en charge les réparations des outils de production de l'UCP, acquérir les matériels adaptés... À l'inverse, pour les collèges à faible effectif, un seuil de FDR trop élevé peut les pénaliser dans leur autonomie financière. Ils disposent en effet de moins de marge de manœuvre car leurs charges fixes, couvertes par la part fonctionnelle (calculée sur la base du nombre d'élèves) sont quasi équivalentes à un collège de plus grande capacité. Le seuil ainsi proposé sera donc moins contraignant pour ces collèges.

À compter de 2020, il est donc proposé d'ajuster la prise en compte des fonds de roulement de la façon suivante :

- pour les collèges accueillant moins de 350 élèves (Maisons-Alfort Condorcet, Maisons-Alfort Ferry, Rungis Les Closeaux, Saint-Mandé Decroly) :
 - Abaissement du seuil à 8,33 % de la DGF, soit un mois d'autonomie,
 - Écrêtement du FDR si celui-ci se situe au-delà de 6 mois d'autonomie et non versement de la part « réparations »,
- pour les collèges accueillants une UCP (Champigny Paul-Vaillant-Couturier, Fresnes Fromond, Thiais Klee, Saint-Maur-des-Fossés Ronsard, Limeil-Brévannes Korczak) :
 - Limitation du seuil à 25 % de la DGF, soit 3 mois d'autonomie,
 - Écrêtement du FDR si celui-ci se situe au-delà de 9 mois d'autonomie et non versement de la part « réparations ».
- pour les autres collèges :
 - Maintien du seuil à 12,5 % de la DGF, soit un mois et demi d'autonomie,
 - Écrêtement du FDR si celui-ci se situe au-delà de 6 mois d'autonomie et non versement de la part « réparations ».

Ces propositions ont fait l'objet d'un échange avec les représentants des différents types de collège et des services du rectorat, et ont recueilli leur adhésion. Elles permettent ainsi :

- de ne pas abonder un collège dont le FDR serait supérieur au seuil « plancher », celui-ci pouvant mobiliser son épargne,
- d'alimenter le fond de réserve départemental, sur lequel le Département s'appuie en fin d'exercice budgétaire pour accompagner les collèges confrontés à des besoins spécifiques imprévus (part structurelle) et de matériels de sécurité. Elle permet en outre de poursuivre la démarche d'équité entre tous les établissements.

Du fait des différents écrêtements déjà réalisés ces dernières années, 4 collèges seulement feront l'objet pour 2021 d'un écrêtement à hauteur de 50% des sommes situées au-delà du seuil maximum de 6 mois.

IV. Montant de la DGF 2021.

Le montant global de la DGF initiale se décompose ainsi :

- la part structurelle totale s'élève à 9 173 092 € (9 068 866 € en 2019, soit + 1,15 %) ;
- la part fonctionnelle, notifiée à hauteur de 90 % du montant total de la part fonctionnelle 2019, s'élève à 3 388 021 € (3 344 796 € en 2019 soit +1,29 %) ;
- la prise en compte de l'écrêtement pour les 4 collèges concernés est de 89 538,10 € ;
- le total de la DGF initiale, notifiée pour 2021, s'élève ainsi à 12 471 575 € (12 308 115 € en 2020 soit +1,33 %).

Par ailleurs, l'ajustement prévisionnel des effectifs 2020/2021 est évalué à 395 092 € et sera notifié en janvier 2021. Les crédits spécifiques prévisionnels, qui tiennent également compte des effectifs 2020/2021, sont évalués à 1 525 300 € (montant maximal). Ils seront notifiés début 2021 dès connaissance des données transmises par l'Éducation nationale pour certains dispositifs, ou versés tout au long de l'année sur présentation des factures.

V – Orientations pour l'élaboration des budgets 2021

Les orientations du Département, en matière d'utilisation de la dotation de fonctionnement, pour contribuer au mieux à la réussite des élèves seront énoncées dans une note annexée à la notification de la dotation globale de fonctionnement aux établissements. Une collaboration renforcée avec les services du rectorat permettra d'améliorer l'accompagnement et le contrôle des financements dédiés aux établissements. Une note d'instruction, relative aux procédures que le Département souhaite voir respecter pour l'élaboration des actes budgétaires (budget, décisions budgétaires modificatives et compte financier) sera adressée aux collèges. Un guide pratique de la DGF 2021 sera également mis à disposition des nouveaux membres du conseil d'administration.

Par ailleurs et pour rappel, il convient pour les établissements d'inscrire, au budget 2021, les crédits permettant de faire face aux dépenses de viabilisation, prenant en compte de façon prudentielle les risques liés à la rigueur possible de l'hiver et l'évolution des prix de l'énergie. Il

appartient à l'établissement de définir ces crédits selon une estimation calculée sur la base moyenne des charges réelles des derniers comptes financiers. De plus, les établissements neufs ou agrandis doivent être particulièrement vigilants pour l'estimation de leurs dépenses de viabilisation. Le Département ne compensera les éventuels déficits, que sous la double condition du respect de cette disposition, et de l'insuffisance du fonds de roulement disponible de l'établissement. Concernant les dépenses d'entretien, les établissements doivent inscrire la totalité des dépenses liées à la passation des contrats de maintenance préventive et de contrôle technique obligatoires, ainsi que les crédits liés aux réparations.

VI – Accompagnement à la mise en œuvre

Afin d'accompagner dans les meilleures dispositions la mise en œuvre de cette dotation 2021, des dialogues de gestion seront poursuivis pour les collèges qui rencontreront des difficultés de mise en œuvre. Des ajustements pourront être prévus en fin d'année 2021, sous forme de subventions complémentaires, si des écarts trop importants avec la réalité de fonctionnement de certains collèges étaient identifiés.

Les orientations du Département en matière de fonds de roulement seront par ailleurs maintenues. Aucune subvention complémentaire ne sera accordée pour les établissements dont les fonds de roulement seront supérieurs aux « seuils planchers » précisés plus haut. De fait, toute demande de subvention, y compris les demandes spécifiques d'équipement telles que l'achat de casiers, ne sera examinée que dans le cas de dépenses exceptionnelles, et après utilisation du fonds de roulement.

Dans un contexte particulièrement contraint, ces dispositions marquent un effort important maintenu en direction des collèges. Elles permettront de conforter de façon équitable les critères d'attribution de la dotation, qui a été bâtie dans le cadre d'une démarche partagée avec les établissements, afin de mener des actions de qualité tout en garantissant une gestion maîtrisée des fonds publics. Cette dotation garantit aux collèges les moyens de fonctionner dans les conditions permettant de contribuer à la réussite de tous les élèves.

Je vous prie de bien vouloir délibérer.

Le Président du Conseil départemental,

Rapport présenté par :

Mme RABARDEL

Vice-présidente du Conseil départemental



DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2021
COLLEGE ROMAIN ROLLAND - IVRY-SUR-SEINE

ANNÉE 2020

PART STRUCTURELLE	
VIABILISATION	67 131 €
CONTRATS	12 728 €
RÉPARATIONS	891 €
REVERSEMENT RESTAURATION	- 12 321 €
TOTAL	68 429 €

PART ELEVE (67 € / élève)	
Effectifs scolaires 2018/2019 (Enquête lourde novembre)	742
90% PART ELEVE	44 743 €

AUTONOMIE FINANCIERE SUPERIEURE A 6 MOIS	
- €	

TOTAL DGF 2020 NOTIFIÉE	
Part structurelle + Part élève	113 172 €

SEUIL FONDS DE ROULEMENT	
14 146 €	

ANNÉE 2021

PART STRUCTURELLE	
VIABILISATION	67 131 €
CONTRATS	12 728 €
RÉPARATIONS	891 €
REVERSEMENT RESTAURATION	- 12 321 €
TOTAL	68 429 €

PART FONCTIONNELLE (67 € / élève)	
Effectifs scolaires 2019/2020 (Enquête lourde novembre)	662
90% PART ELEVE	39 919 €

AUTONOMIE FINANCIERE SUPERIEURE A 6 MOIS	
-	

TOTAL DGF 2021 NOTIFIÉE	
Part structurelle + Part élève	108 348 €

SEUIL FONDS DE ROULEMENT (1,5 mois d'autonomie)	
13 544 €	

VIABILISATION extrait comptes financiers		
2016	2017	2018
62 897 €	69 044 €	63 587 €

